

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 13 mars 2025

ZOOM : PÉROU – EN 2024, LES ÉCHANGES BILATÉRAUX ENREGISTRENT UNE REPRISE MODÉRÉE, ALORS QUE LE DÉFICIT COMMERCIAL SE CREUSE.	2
Bolivie	3
Le pays dépense 60 M\$ par semaine en importations de carburants.	3
Colombie	3
L'inflation atteint 5,28 % g.a. en février.	3
La Banque centrale a enregistré 2,4 Md\$ de bénéfices en 2024 (10 000 Md COP).	3
<i>Fitch Ratings</i> révisé la perspective de la note créditrice pour la Colombie de « stable » à « négative ».	3
Equateur	4
Augmentation des dépenses publiques en janvier et février 2025.	4
La Mairie de Quito a lancé la phase d'études de faisabilité pour l'extension de la ligne 1 du métro de Quito.	4
Guyana	4
Conclusions de la mission de l'Article IV du FMI : forte croissance, mais défis à anticiper pour conserver la stabilité économique.	4
Pérou	5
Le gouvernement approuve un projet d'hydrogène vert de plus de 12 Md\$.	5
Suriname	5
Les services du FMI ont conclu un accord préliminaire pour la dernière revue du programme EFF.	5
Venezuela	6
Nicolás Maduro et Gustavo Petro souhaitent la mise en place d'une zone économique spéciale frontalière.	6
Le patronat avertit des conséquences de la fin de la licence générale 41.	6
À la suite de la révocation de la licence générale 41, le gouvernement souhaite l'entrée d'investisseurs étrangers.	6
L'écart diminue entre les chiffres officiels et secondaires concernant la production de pétrole.	6

Zoom : Pérou – En 2024, les échanges bilatéraux enregistrent une reprise modérée, alors que le déficit commercial se creuse.

En 2024, les échanges de biens entre la France et le Pérou ont progressé de 2,6 %, atteignant 1,07 Md€ – sans pour autant retrouver leur niveau de 2022 (1,1 Md€) après une contraction de -6,5 % en 2023.

Le Pérou est le 89^{ème} client mondial de la France et 7^{ème} client en Amérique latine. Il est son 66^{ème} fournisseur mondial et son 4^{ème} fournisseur en Amérique latine (après le Brésil, le Mexique et le Chili). Il représente 0,084 % de son commerce extérieur (0,079 % en 2023).

1. Exportations : une croissance portée par l'industrie et la pharmacie

Les exportations françaises vers le Pérou se sont élevées à 302 M€, soit une hausse de 2,5 % par rapport à 2023, et représentant 0,05 % du total des exportations françaises. Elles sont quasi-exclusivement composées de produits manufacturés (99 % du total), avec quatre secteurs clés :

- Les équipements mécaniques, électriques et informatiques (89 M€, +2,8 %), en particulier les machines pour l'extraction et la construction ;
- Les produits pharmaceutiques (66 M€) ayant quasiment doublé par rapport à 2023 (+96,6 %), principalement soutenus par les vaccins pour médecine humaine (42 M€) ;
- Les produits chimiques, parfums et cosmétiques (58,8 M€, +6,5 %) ;
- Les produits agroalimentaires (19 M€, +11,9 %), notamment les préparations pour alimentation animale.

2. Importations : une hausse malgré la chute des hydrocarbures

Les importations françaises en provenance du Pérou ont atteint 771 M€ (0,11 % des importations françaises), en progression de 2,7 %. Les principaux secteurs d'importation sont :

- Les produits agricoles et de la pêche (361 M€, +17,1 %), notamment les avocats (191 M€, +29,6 %), le café et les mangues (qui enregistrent des diminutions de -1,6 % et -12,6 % respectivement) ;
- Les produits manufacturés (267 M€, +7,3 %), portés par l'agro-industrie (148 M€), les produits métallurgiques (73 M€) et la forte hausse des importations d'or (+91 %, 19 M€ sur les 11 premiers mois de l'année) ;
- Les hydrocarbures et produits des industries extractives, qui enregistrent une chute de -26,5 %, pour atteindre les 142 M€.

3. Déficit commercial : un déséquilibre qui s'accroît

Malgré une légère reprise des échanges, le déficit commercial (structurel) de la France vis-à-vis du Pérou s'est creusé, atteignant un record de 470 M€. Bien que certains secteurs français (pharmaceutique, chimie) affichent une forte dynamique, la balance commerciale reste largement déséquilibrée.

Bolivie

Le pays dépense 60 M\$ par semaine en importations de carburants.

La ministre de la Présidence, María Nela Prada, a indiqué que **l'État a dépensé 12,5 Md\$ en importations de carburant entre 2021 et 2024, avec un besoin actuel de 60 M\$ par semaine pour l'importation de carburants.** Elle a précisé que le pays importe 90 % du diesel et 59 % de l'essence qu'il consomme, et qu'en 2014 l'importation de carburant a coûté 783 M\$, contre 3,35 Md\$ en 2024.

Les représentants du secteur agricole ont déclaré se trouver dans une situation d'urgence due aux problèmes d'approvisionnement en carburants. Ils ont alerté quant au risque de pénuries et de hausses de prix des denrées alimentaires. Ils soutiennent que le véritable problème n'est pas la hausse des prix du carburant, mais plutôt sa pénurie, et demandent au gouvernement de permettre les importations privées pour augmenter l'approvisionnement. En réponse, le gouvernement a annoncé la suppression des subventions au diesel pour le secteur productif, faisant passer son prix à 11,50 BOB le litre (1,66 USD), soit le triple du prix actuel de 3,72 BOB (0,54 USD), très largement subventionné.

Colombie

L'inflation atteint 5,28 % g.a. en février.

Ce chiffre est supérieur aux prévisions des analystes économiques, ainsi qu'à l'inflation enregistrée en janvier (5,22 % g.a.). L'inflation mensuelle atteint quant à elle 1,14 %, soit 20 pdb de plus qu'en janvier (0,94 %) et 5 pdb de plus qu'en février 2024 (1,09 %).

Les dépenses liées aux hébergements et aux services publics ont le plus contribué à l'inflation annuelle (2,0 p.p.), notamment en raison des hausses des tarifs du gaz domestique annoncées par les compagnies de distribution en février.

Viennent ensuite les aliments (0,9 p.p.), les restaurants et hôtels (0,8 p.p.), et les transports (0,8 p.p.). Les biens importés ont connu une inflation de 2,6 % g.a. en février, soit une baisse de 1,8 p.p. par rapport au mois précédent (4,4 % en g.a.).

La Banque centrale a enregistré 2,4 Md\$ de bénéfices en 2024 (10 000 Md COP).

Ces résultats sont les plus élevés jamais enregistrés par l'entité financière. **La quasi-totalité de ces bénéfices sera transférée au gouvernement ce mois-ci**, ce qui pourrait grandement affecter les marchés de liquidité et la dette publique. Pour rappel, les bénéfices de la Banque centrale s'élevaient à 9 200 Md COP en 2023.

Par ailleurs, le vendredi 28 février s'est tenue une réunion du conseil d'administration de la Banque centrale : la première pour les deux nouveaux membres Laura Carla Moisés et César Augusto Giraldo, nommés en janvier par le président Petro. Comme mentionné dans nos précédentes brèves. Ces nominations pourraient aboutir à une politique monétaire moins restrictive, souhaitée par le Président Petro et ses différents ministres des Finances depuis le début de son mandat. Le contexte de reprise de l'inflation mentionnée *supra* compliquera toutefois les débats. **Le taux d'intérêt directeur est maintenu à 9,50 % depuis le 23 décembre 2024, après avoir été graduellement abaissé depuis décembre 2023, où il avait atteint 13,25 %.**

Fitch Ratings révisé la perspective de la note créditrice pour la Colombie de « stable » à « négative ».

Cette décision est principalement attribuée à la **détérioration des finances publiques du pays**, alors que le déficit budgétaire a atteint 6,7 % du PIB en 2024 (supérieur à l'objectif de 5,6 %), et qu'aucune mesure corrective suffisante n'a été prise face à ces difficultés. Le taux d'intérêt directeur élevé et une forte dépendance de l'économie aux exportations de matières

premières ont également motivé cette modification. **Fitch maintient toutefois la note créditrice de la Colombie à BB+**, en raison de son historique de stabilité macroéconomique et financière, soutenu par une Banque centrale indépendante et une devise à taux de change flottant. Face à cette décision, le ministre des Finances, Diego Guevara, a annoncé à indiqué qu'un nouveau report des dépenses était envisagé, alors qu'un report de 2,9 Md\$ (12 000 Md COP) avait déjà été annoncé en janvier.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	0,1%	28,8%	1605
Change USD/COP	0,1%	4,8%	4113
Change EUR/COP	0,4%	6,3%	4465
Prix du baril (Brent, USD)	2,4%	-14,5%	70,98

Equateur

Augmentation des dépenses publiques en janvier et février 2025.

En janvier et février 2025, le gouvernement équatorien a dépensé 4,3 Md\$ (contre 3,1 Md\$ à la même période en 2024), soit 12 % du budget inscrit dans la loi de finances de cette année. Cette augmentation est notamment imputable à une augmentation des transferts vers les municipalités (524 M\$ en 2025 vs. 0 \$ en 2024). Les dépenses liées au service de la dette publique (externe et interne) se sont élevées à 519 M\$ (vs. 386 M\$ en 2024). Finalement, les dépenses publiques dédiées aux transferts sociaux ont augmenté, notamment pour financer des aides monétaires aux populations vulnérables et régler des arriérés de sécurité sociale.

La Mairie de Quito a lancé la phase d'études de faisabilité pour l'extension de la ligne 1 du métro de Quito.

Ces études concernent l'extension de 5 km de cette ligne vers le nord (quatre stations), la possibilité d'une ligne ferroviaire depuis le terminus nord vers la banlieue de Calderon (environ 350 000 habitants), et l'optimisation de la ligne de métro en service. **La municipalité de Quito est à la recherche des financements et du soutien financier du gouvernement pour l'extension de la ligne.** Les principales institutions multilatérales impliquées estiment que le budget pour l'extension de 5 km sera d'au moins 650 M\$.

Guyana

Conclusions de la mission de l'Article IV du FMI : forte croissance, mais défis à anticiper pour conserver la stabilité économique.

Dans son récent communiqué de clôture de la mission de l'Article IV¹, les services du FMI ont salué l'amélioration de la situation économique du Guyana, reconnaissant sa transformation rapide portée par l'essor de la production pétrolière, une forte croissance du secteur non-pétrolier et d'importants investissements publics en infrastructures. Entre 2022 et 2024, le pays a enregistré le taux de croissance du PIB le plus élevé au monde, avec une moyenne de 47 % (et 13,1 % pour le secteur non-pétrolier); et ses perspectives économiques restent très favorables, avec une croissance annuelle moyenne de 14 % prévue pour les cinq prochaines années (et de 6,75 % du secteur non-pétrolier).

Les services de l'entité financière saluent l'engagement des autorités en faveur de la

¹ La mission de l'Article IV du FMI est une évaluation annuelle des politiques économiques et financières d'un pays membre, visant à évaluer sa stabilité macroéconomique et à identifier les risques potentiels.

stabilité macroéconomique, de la viabilité budgétaire et d'une croissance inclusive. Ils jugent la politique budgétaire du pays appropriée, et soutiennent ses efforts pour renforcer son cadre de lutte contre le blanchiment d'argent et la corruption – tout en soulignant le fait que la publication des rapports d'audit de certaines entreprises publiques et collectivités locales doit être accélérée, en particulier dans le secteur extractif.

Enfin, le FMI prévient que, tandis que de nouvelles découvertes pétrolières et des investissements améliorant la productivité pourraient renforcer la trajectoire économique du Guyana, les pressions de surchauffe pourraient entraîner une inflation plus élevée et une appréciation excessive du taux de change réel. De plus, la volatilité des prix des matières premières et les chocs climatiques pourraient avoir un impact négatif sur l'inflation et l'équilibre macroéconomique.

Pérou

Le gouvernement approuve un projet d'hydrogène vert de plus de 12 Md\$.

Le ministère de la Production (PRODUCE) a approuvé l'étude d'impact environnemental (EIE-d) du projet d'usine de production d'hydrogène vert *Horizonte de Verano* (*Summer Horizon*) de la société *Verano Energy*. PRODUCE précise que si l'investissement initial du projet était de 11,2 Md\$, **le montant a finalement été actualisé à 12,8 Md\$ et sa durée de vie sera de 30 ans.** Le projet aura une capacité de production de 5,8 GW et devrait produire jusqu'à 85 000 tonnes d'hydrogène vert par an. Cette initiative est la plus importante de ce type en Amérique latine et devrait faire du Pérou une référence en matière de production d'hydrogène vert dans la région. La construction du projet *Summer Horizon* débutera en 2026. Il comprendra une

centrale photovoltaïque, une sous-station électrique de 500kV, une usine de production d'hydrogène vert, une usine de production d'ammoniac et une usine de dessalement.

Suriname

Les services du FMI ont conclu un accord préliminaire pour la dernière revue du programme EFF.

A l'approche de la fin du programme de stabilisation économique et budgétaire du Suriname (débuté en décembre 2021 et devant prendre fin en mars 2025), un dernier arrangement a été discuté : sous réserve de l'approbation du conseil d'administration du FMI, **le pays devrait prochainement avoir accès à 61 M\$, portant le total des décaissements à environ 565 M\$ (430,7 M DTS).**

Selon le communiqué des services du FMI, la quasi-totalité des objectifs du programme ont été atteints : l'économie est en croissance, l'inflation diminue, la dette publique est en baisse, l'autonomie et la gouvernance de la Banque centrale ont été renforcées, et la confiance des investisseurs revient. **La principale priorité à court terme serait de maintenir la discipline budgétaire à l'approche des élections**, alors que l'objectif d'excédent primaire n'avait pas été atteint à la fin du mois de décembre. À moyen terme, le renforcement de la gouvernance et du cadre budgétaire, notamment par la mise en œuvre de nouvelles règles budgétaires et le renforcement du cadre institutionnel, permettra au Suriname de gérer durablement et de manière transparente ses futurs revenus pétroliers.

Venezuela

Nicolás Maduro et Gustavo Petro souhaitent la mise en place d'une zone économique spéciale frontalière.

Ils ont exprimé leur intention d'établir une zone économique spéciale entre les deux pays. G. Petro a indiqué souhaiter l'établir à la frontière du Venezuela avec la région du Catatumbo, alors que N. Maduro a dit préférer qu'elle englobe toute la zone frontalière entre les deux pays (2 219 km). Pour rappel, ces derniers mois, la région du Catatumbo est en proie à des tensions et des combats.

Le patronat avertit des conséquences de la fin de la licence générale 41.

Le principal organisme patronal vénézuélien, *Fedecamaras*, a exprimé sa préoccupation quant aux graves répercussions que devrait avoir la révocation de la licence générale 41 ([voir nos précédentes brèves](#)) qui bénéficiait à la compagnie pétrolière étatsunienne Chevron. Le président de la structure, Adan Celis, a appelé à une évaluation des effets de cette décision, et a indiqué souhaiter que les dirigeants des Etats-Unis et du Venezuela recherchent des solutions permettant d'éviter « *de plus grandes distorsions dans l'appareil économique* », « *car un nombre important d'entreprises pourraient être affectées* ».

À la suite de la révocation de la licence générale 41, le gouvernement souhaite l'entrée d'investisseurs étrangers.

Nicolás Maduro a récemment invité les investisseurs étrangers à investir dans le secteur des hydrocarbures. Il a souligné que tout investissement dans le secteur énergétique bénéficierait de garanties en matière de sécurité et de stabilité grâce à la loi anti-blocus, conçue pour éviter les sanctions.

L'écart diminue entre les chiffres officiels et secondaires concernant la production de pétrole.

En janvier, l'écart entre les chiffres officiels de production de pétrole et les sources secondaires s'élevait à 137 000 bpj. **Le dernier rapport de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) indique qu'en février, cette différence s'est réduite à 107 000 bpj.** La production officielle était de 1 025 000 bpj (-6 000 bpj par rapport à janvier), tandis que les sources secondaires l'évaluaient à 918 000 bpj (+6 000 bpj par rapport à janvier).

Le pétrole de référence vénézuélien, Merey à 16 degrés API, a enregistré une baisse de 1,9 USD/b en février par rapport à décembre (-2,8 %), pour s'échanger à 64,96 USD par baril.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2024 p	2024 p	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,3	48,2	3,1	1,6	-5,4	93,9	120	-2	6
Colombie	52,7	417,2	0,6	1,6	-2,5	55,8	91	-3	5,7
Equateur	18,0	121,4	2,3	0,3	2,8	56,5	83	+12	2,8
Guyana	0,8	23	33	43,9	36,9	25,5	95	+13	3,5
Pérou	34,1	283,3	-0,55	3,0	0,3	34,2	87	-3	2,4
Suriname	0,65	4,9	2,1	2,9	1,8	85,7	124	-25	12,7
Venezuela	26,5	106,3	4,0	3,0	2,2	n.a.	119	+1	60,0
Argentine	47,2	604,4	-1,6	-3,5	0,6	91,5	48	-1	139,7
Brésil	212,5	2 188,4	2,9	3	-1,7	87,6	89	-2	4,3
Chili	20,1	328,7	2,4	0,2	-2,3	41	44	-2	4,5
Mexique	132,27	1 848,1	3,2	1,4	4,1	57,7	77	+9	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Madeleine AMIEL-JOURDAA, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Carla SAEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)